

- Pied de page

## Service-Public.fr

Le site officiel de l'administration française

### Votre abonnement a bien été pris en compte


Vous serez **alerté(e) par email** dès que la page « **Placement d'un enfant sur décision judiciaire** » sera mise à jour significativement.

Vous pouvez à tout moment supprimer votre abonnement dans votre compte service-public.fr (<https://www.service-public.fr/compte/mes-alertes>) .

### Être alerté(e) en cas de changement

#### Ce sujet vous intéresse ?

Connectez-vous à votre compte et recevez une **alerte par email** dès que l'information de la page « **Placement d'un enfant sur décision judiciaire** » est mise à jour.

 S'abonner (<https://www.service-public.fr/compte/se-connecter?targetUrl=&targetUrlAbonnement=/particuliers/vosdroits/F3140/abonnement>)

# Placement d'un enfant sur décision judiciaire

Vérfié le 08 février 2022 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Le juge peut décider de placer un enfant en danger c'est-à-dire le retirer de son milieu familial pour le protéger. Tel est le cas, par exemple d'un enfant livré à lui-même ou d'un enfant pour lequel un signalement a été fait, par un voisin, un ami, l'école, l'aide sociale à l'enfance (ASE).

## Dans quels cas le juge peut décider le placement d'un enfant ?

Le placement d'un enfant est une **mesure exceptionnelle de protection**. Elle est prise par le juge lorsqu'il estime que le maintien de l'enfant dans son milieu familial l'expose à un danger.

Le juge peut décider de placer un enfant lorsqu'il estime qu'un risque trop important pèse sur lui ou sur l'un des points suivants :

- Sa santé physique
- Sa santé mentale ou psychologique (troubles du comportement...)
  - Sa sécurité physique (violences (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F952>) ,...)
- Sa sécurité matérielle (logement précaire...)
- Sa moralité (exposition à la délinquance...)
- Son éducation

La mesure de placement peut être prise en même temps pour plusieurs enfants de la même famille. Dans ce cas, le juge doit veiller à ne pas les séparer et à les placer ensemble. Toutefois cette décision ne doit pas être contraire à l'intérêt d'un enfant.

Un bilan de santé et de prévention est obligatoirement réalisé à l'entrée du mineur dans le dispositif de protection de l'enfance.

### À savoir

l'assistance éducative (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17777>) .

## Qui peut demander au juge le placement d'un enfant ?

Le juge des enfants peut intervenir à la demande des personnes suivantes :

- Procureur de la République
- Parents (séparément ou ensemble)
- Personne ou institution à qui l'enfant avait été confié provisoirement par l'aide sociale à l'enfance (Ase) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F959>)
- Enfant lui-même

Le juge des enfants peut également décider d'intervenir de lui-même.

## Comment faire la demande au juge ?

La demande se fait par l'intermédiaire d'une \_\_\_\_\_ expliquant les faits.

La requête est à adresser au juge du tribunal du domicile de la personne chez qui l'enfant réside.

## Quelles sont les personnes informées ou convoquées par le juge ?

Dès l'ouverture de la procédure, le juge doit informer les personnes suivantes :

- \_\_\_\_\_
- Parents, personne ou institution à qui l'enfant a été confié (s'ils ne sont pas à l'origine de la demande)

Au cours de la procédure, le juge doit convoquer les personnes suivantes :

- Parents
- Personne ou l'institution à qui l'enfant a été confié provisoirement
- Enfant (s'il est capable de discernement)

Le juge ordonne toute mesure d'information sur la personnalité et les conditions de vie de l'enfant et de ses parents (enquête sociale, examens médicaux...).

Le dossier de la procédure peut être consulté aux archives départementales par les parties, après avis du juge.

Pour ce faire, vous devez remplir un formulaire et l'adresser au tribunal pour enfants (il se situe dans les locaux du tribunal judiciaire).

Demande de consultation du dossier d'assistance éducative au tribunal pour enfants (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R18759>)

### À savoir

Les parties peuvent choisir un avocat ou demander au juge qui leur en soit désigné un d'office.

## Que peut décider le juge ?

### Cas général

Le juge doit recevoir les parents (ou le tuteur) et le mineur avant toute décision.

Lors de l'audience, le juge effectue un entretien individuel avec l'enfant s'il est capable de discernement.

Dans ce cas, si c'est dans l'intérêt de l'enfant, le juge peut demander que ce dernier soit assisté d'un avocat.

Si l'enfant n'est pas en mesure de s'exprimer seul, le juge peut demander la désignation d'un \_\_\_\_\_.

Le juge doit toujours s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée et se prononcer uniquement dans l'intérêt de l'enfant.

Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel.

Le juge peut décider de confier l'enfant à l'une des personnes ou institutions suivantes :

Autre parent (si l'enfant n'avait pas sa résidence habituelle chez lui et ne court pas de danger)

Membre de la famille autre que les parents (un voisin, un ami connu ou à un \_\_\_\_\_)

d'accueil ou dans un établissement spécialisé

Service ou établissement habilité pour l'accueil séquentiel de mineurs (par exemple : à la journée, 2 fois par semaine)

Service ou établissement sanitaire ou d'éducation (par exemple, maison d'enfants à caractère sanitaire et social, hôpital)

La décision doit être \_\_\_\_\_ aux parties dans les 8 jours.

## En cas d'urgence

En cas d'urgence et sans attendre la fin de la procédure, le juge des enfants peut prononcer une mesure de protection provisoire.

Il peut décider de confier l'enfant à l'une des personnes ou institutions suivantes :

Service départemental de l'aide sociale à l'enfance (Ase) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3140>)  
d'accueil ou dans un établissement spécialisé

, qui place l'enfant en famille

Structure appelée \_\_\_\_\_ (petite structure spécialisée pour recevoir des adolescents en danger)

Autre parent (si l'enfant n'avait pas sa résidence habituelle chez lui et ne court pas de danger)

Membre de la famille autre que les parents (à un voisin, à un ami connu ou à un \_\_\_\_\_)

Le juge doit auditionner les parties au plus tard 15 jours après sa décision.

Le juge peut aussi demander l'intervention d'un éducateur dans la famille ou dans le service ou chez la personne à qui l'enfant a été confié.

Le procureur de la République peut prendre les mêmes mesures provisoires que le juge. Dans ce cas, il doit saisir le juge des enfants dans les 8 jours suivant le placement provisoire. Le juge des enfants doit alors tenir une audience dans les 15 jours suivant la demande d'intervention qui lui a été faite.

La décision du juge doit être \_\_\_\_\_ aux parties dans les 8 jours.

## Placement en milieu ouvert

Le juge peut prononcer **cumulativement** le placement d'un mineur à l'aide sociale à l'enfance (Ase) et une mesure éducative en milieu ouvert. Dans ce cas, l'enfant n'est pas placé dans un centre, il est suivi par un éducateur ou par une famille d'accueil.

## Peut-on faire appel de la décision ?

### Par qui ?

Cet appel peut être formé par les personnes suivantes :

- Parent(s) ou avocat
- Tuteur de l'enfant (s'il en a été nommé un)
- Enfant lui-même
- Personne ou service à qui l'enfant a été confié
- Procureur de la République.

### Quand ?

La décision du juge des enfants peut faire l'objet d'un appel dans les 15 jours qui suivent sa notification.

L'appel doit être présenté devant la chambre des mineurs de la cour d'appel compétente.

## Combien de temps dure la mesure de placement ?

La mesure de placement dure **2 ans maximum**. Elle peut être renouvelée plusieurs fois par décision argumentée.

Exceptionnellement, si les parents présentent des difficultés éducatives graves, sévères et continues, le placement dans un service ou une institution peut être prononcé pour une durée plus longue.

Lorsque le service de l'Ase envisage de modifier le lieu de placement de l'enfant, il doit en informer le juge au moins 1 mois avant.

En cas d'urgence, le lieu du placement peut être modifié par le service de l'Ase, qui doit alors en informer le juge dans les 48 heures. Le service doit justifier sa décision, particulièrement s'il envisage de séparer une famille.

Pour ce faire, l'enfant lui-même, son père ou sa mère, son tuteur ou la personne à qui l'enfant a été confié doit saisir le juge des enfants d'une requête dans le cadre du suivi du dossier de l'enfant.

Requête au juge des enfants dans le cadre du suivi d'un dossier d'assistance éducative (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R47878>)

## Quels sont les droits et obligations des parents ?

## Autorité parentale

attributs de l'autorité parentale (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3132>)  
Les parents exercent tous les attributs de l'autorité parentale qui ne sont pas incompatibles avec la mesure.

qui ne sont pas

Toutefois, la personne ou l'institution à qui l'enfant est confié peut être exceptionnellement autorisée par le juge à exercer un acte relevant de l'autorité parentale en cas de refus abusif ou injustifié des parents ou de négligence des parents.

L'autorité parentale peut également être retirée totalement aux parents en cas de désintérêt pour leur enfant.

## Droits de visite et d'hébergement

Le choix du lieu d'accueil doit faciliter le droit de visite et d'hébergement par le ou les parents et le maintien des liens de l'enfant avec ses frères et sœurs.

Si l'enfant a été confié à une personne ou un établissement, ses parents conservent un droit de correspondance et un droit de visite et d'hébergement.

Le juge en fixe les conditions et peut, dans l'intérêt de l'enfant, décider que :

- ses droits, ou l'un d'eux, sont provisoirement suspendus,
- le droit de visite des parents ne peut s'exercer que dans un espace de rencontre (<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/familles-enfance/publications-10757/protection-de-l-enfance-guides/>)  
ou en présence d'un tiers.

Dans l'intérêt de l'enfant ou en cas de danger, le juge peut décider de l'anonymat du lieu d'accueil.

## Devoir d'entretien et d'éducation

Les frais d'entretien et d'éducation de l'enfant restent à la charge de ses parents.

Toutefois, le juge peut les décharger totalement ou en partie de ces frais.

## Textes de loi et références

Code civil : articles 375 à 375-9

- (<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006150091/>)  
Déroulement de la procédure

Code de procédure civile : articles 1181 à 1200-1 (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

- [idSectionTA=LEGISCTA000006412150&idSectionTA=LEGISCTA000006149753&cidTexte=LEGITEXT000006070716](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006412150&idSectionTA=LEGISCTA000006149753&cidTexte=LEGITEXT000006070716))  
Procédure devant le juge

Code de l'action sociale et des familles : articles L221-1 à L221-9 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

- [idSectionTA=LEGISCTA000006157582&cidTexte=LEGITEXT000006074069](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006157582&cidTexte=LEGITEXT000006074069))  
Fonctionnement du service de l'aide sociale à l'enfance

Code de l'action sociale et des familles : articles L223-1 à L223-8 (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

- [idSectionTA=LEGISCTA000006157584&cidTexte=LEGITEXT000006074069](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006157584&cidTexte=LEGITEXT000006074069))  
Droits des familles dans leurs rapports avec les services de l'aide sociale à l'enfance

Code de l'action sociale et des familles : articles L227-1 à L227-12 (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

- [idSectionTA=LEGISCTA000006157592&cidTexte=LEGITEXT000006074069](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006157592&cidTexte=LEGITEXT000006074069))  
Conditions d'accueil du mineur hors du domicile parental

Code de l'action sociale et des familles : articles R223-29 à R223-31 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

- [idSectionTA=LEGISCTA000036034337&cidTexte=LEGITEXT000006074069](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000036034337&cidTexte=LEGITEXT000006074069))  
Organisation de la visite en présence d'un tiers

## Services en ligne et formulaires

Demande de consultation du dossier d'assistance éducative au tribunal pour enfants (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R18759>)

- [public.fr/particuliers/vosdroits/R18759](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R18759))  
Formulaire

Requête au juge des enfants dans le cadre du suivi d'un dossier d'assistance éducative (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R47878>)

- [public.fr/particuliers/vosdroits/R47878](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R47878))  
Formulaire